



CULTURE EN MOUVEMENT

Qui veut faire de la culture ?

Roland Hella

Groupe & Société
Publication pédagogique d'éducation permanente



CDGAI
Centre de Dynamique des Groupes et d'Analyse Institutionnelle asbl

Publication pédagogique d'éducation permanente



Qui veut faire de la culture ?

Auteur
Roland Hella - CDGAI

Concept et coordination
Marie-Anne Muyshondt - CDGAI

Collection Culture en mouvement - 2011

Éditrice responsable : Chantal Faidherbe
Présidente du C.D.G.A.I.
Parc Scientifique du Sart Tilman
Rue Bois Saint-Jean, 9
B 4102 - Seraing - Belgique

Graphisme : Le Graphoscope
legraphoscope@gmail.com

CULTURE EN MOUVEMENT

**Des réactions à nous communiquer,
des expériences à partager,
des questions à poser à l'auteur,
des collaborations à envisager ?**

**Centre de Dynamique des Groupes
et d'Analyse Institutionnelle asbl**

Parc Scientifique du Sart Tilman
Rue Bois Saint-Jean, 9
B.4102 - Seraing
Belgique

Marie-Anne MUYSHONDT
Coordinatrice Education permanente
marie.anne@cdgai.be
www.cdgai.be

Horaire : 9h à 13h et de 14h à 17h

Les publications d'éducation permanente du CDGAI

La finalité de ces publications est de contribuer à construire des échanges de regards et de savoirs de tout type qui nous permettront, collectivement, d'élaborer une société plus humaine, plus «reliante» que celle qui domine actuellement. Fondée sur un système économique capitaliste qui encourage la concurrence de tous avec tous et sur une morale de la responsabilité, notre société fragilise les humains, fragmente leur psychisme et mutile de nombreuses dimensions d'eux-mêmes, les rendant plus vulnérables à toutes les formes de domination et d'oppression sociétales, institutionnelles, organisationnelles, groupales et interpersonnelles.

La collection Culture en mouvement

La collection «Culture en mouvement» a été développée au départ d'un cheminement apparenté à la recherche-action. Les livrets de la collection abordent les questions de la création culturelle, du récit de vie, de la narration, des ateliers d'écriture, des fonctionnements collectifs, de la reconnaissance de l'Autre versus mépris, de l'identité en création, de la transmission, des partenariats, de la dimension politique de la musique, des luttes sociales, du sentiment d'appartenance, des étiquettes et des stéréotypes...

Deux expériences collectives sont la source d'inspiration et de réflexion des publications 2011 de la collection «Culture en mouvement» : les projets «Bobine-Bibliothèque de Droixhe» et «Albalianza». Nous tenons à remercier chaque partenaire, interlocuteur, intervenant de ces deux projets pour l'accueil qu'ils nous ont réservé, la franchise de nos échanges, les cheminements et prises de conscience qu'ils nous ont ouverts et qui ont permis de mûrir les publications proposées dans cette collection.

CULTURE EN MOUVEMENT



SOMMAIRE

Introduction	9
Fiche 1 «La» culture	11
Fiche 2 La culture est-elle populaire ?	13
Fiche 3 Education	14
Fiche 4 La culture, un terrain d'affrontement	15
Fiche 5 L'éducation permanente, populaire ?	17
Fiche 6 Le sentiment confortable d'un monde équilibré	23
Fiche 7 Instrumentalisation de la culture	26
Fiche 8 Un choix ?	28
Fiche 9 Illustrations et citations à méditer (ou pas)	29
Bibliographie	32
Annexe Albalianza	34

CULTURE EN MOUVEMENT



INTRODUCTION

«La culture dans une société démocratique»

«Rien de plus évident, en apparence, que la question posée par ce titre. Quoi de plus immédiat, en effet, pour ceux qui se pensent vivre dans une société démocratique, que de s'interroger sur la place de la culture dans leur société - et ce d'autant plus que nous assistons, apparemment, à une diffusion sans précédent de ce qu'on appelle culture, en même temps qu'à l'intensification des questions et des critiques portant sur ce qui est ainsi diffusé et sur ses modes de diffusion ?

Il y a une manière de répondre à cette interrogation, qui est en vérité une manière d'y échapper. Elle a consisté, depuis bientôt deux siècles, à affirmer que la spécificité de la place de la culture dans une société démocratique - par opposition à ce qui était le cas dans les sociétés non démocratiques - consiste uniquement en ceci, qu'ici la culture est pour tous et non pas pour une élite définie ainsi ou autrement. Ce «pour tous», à son tour, peut être pris dans un sens simplement quantitatif : la culture chaque fois existante doit être mise à la disposition de tous, non seulement «juridiquement» (ce qui n'était pas, par exemple, le cas en Égypte pharaonique), mais sociologiquement, au sens de son accessibilité effective - ce à quoi sont supposés servir aussi aujourd'hui l'instruction universelle, gratuite et obligatoire, comme encore les musées, concerts publics, etc.

Mais on peut aussi prendre ce « pour tous » sociologique dans un autre sens, plus fort : considérer que la culture existante est un produit de classe, fait par et/ou pour les couches dominantes de la société et exiger une «culture pour les masses».

Cela a été, on le sait, la théorie et la pratique du proletkult en Russie lors des premières années après la révolution de 1917 et, dans la mystification et l'horreur, la théorie et la pratique stalinienne et jdanovienne du «réalisme socialiste» quelques décennies plus tard.»

Cornélius Castoriadis (© Passant n°31 [octobre 2000 - novembre 2000], p.1 «La culture dans une société démocratique»)

Il apparaît dans ce livret que la culture populaire est détournée de son objet (expression sociale critique) par toute une série de méta-dynamiques tenant de la globalisation et de l'ultralibéralisme économique dominant.

La culture du «lisse» et du «politiquement correct» aura-t-elle raison de la «pauvre petite exception culturelle» (Cornil) qui résiste et interpelle la société dans ce qu'elle a de plus banalisant et clivant ?

Cette publication pédagogique propose une série de textes essentiels en écho aux interviews des porteurs du collectif Albalianza (cf. annexe). Ces éléments théoriques permettent notamment de découvrir que nos choix culturels ne sont pas forcément les nôtres et donc, pas tant une question de choix que de norme marchande.

Pour rester un outil médiateur entre le sociétal et le groupal, la culture doit mettre en évidence les exceptions qui ouvrent d'autres pistes que celles édictées par des lois de marché.



fICHE 1

«la» culture ?

A l'heure où l'objet culturel est accessible au plus grand nombre, il n'est pas inutile de se demander ce qui est en question lorsque l'on parle de culture et d'accessibilité de celle-ci.

D'abord, de quoi parle-t-on lorsqu'on évoque la culture ?
Il s'agit là d'un terme recouvrant de multiples définitions.

Il s'agit d'abord, au sens propre, d'un terme ayant un rapport avec le travail de la terre, désignant une série d'opérations destinées à tirer du sol des végétaux utiles à l'homme et aux animaux domestiques.

Ce n'est qu'au sens figuré que le mot «culture» désigne d'abord le développement de certaines facultés de l'esprit et ensuite, par extension, l'ensemble des connaissances acquises qui permettent à l'esprit de développer sons sens critique, son goût, son jugement, ...

Actuellement, trois sens différents coexistent et définissent la culture :

- ◆ Dans son sens restreint de culture savante, elle désigne le développement de certaines facultés de l'esprit par des exercices intellectuels appropriés (Dictionnaire «Le petit Robert», édition 1998).
- ◆ Dans son sens courant, elle évoque généralement la connaissance des œuvres de l'esprit : littérature, musique, peinture, etc. Certains estiment que la culture serait inégalement distribuée : en ce sens, certaines personnes auraient de la culture tandis que d'autres n'en auraient pas ou peu.

«Or, la culture est inhérente à chaque groupe humain, elle est donc chargée d'une forte connotation ethnocentriste. Ce qui constitue la culture pour un groupe humain n'est pas nécessairement le même pour un autre groupe et réciproquement». (M.-A. ROBERT, *Ethos. Introduction à l'anthropologie sociale*, Coll. «Humanisme d'aujourd'hui», Ed. Vie ouvrière, Bruxelles, 1968, p. 27).

◆ Dans son sens anthropologique et sociologique, le mot «culture» a un sens à la fois plus large et plus neutre. «Il sert à désigner l'ensemble des activités, des croyances et des pratiques communes à une société ou à un groupe social particulier». (M.-A. ROBERT, op. cit. p. 19).

«La culture, dans son sens le plus large, est considérée comme l'ensemble des traits distinctifs, spirituels et matériels, intellectuels et affectifs, qui caractérisent une société ou un groupe social. Elle englobe, outre les arts et les lettres, les modes de vie, les droits fondamentaux de l'être humain, les systèmes de valeurs, les traditions et les croyances.» (UNESCO, Déclaration de Mexico sur les politiques culturelles. Conférence mondiale sur les politiques culturelles, Mexico City, 26 juillet - 6 août 1982).

Vu ces diverses utilisations, réaliser une définition précise et complète de ce terme semble tenir de la gageure.

La culture est-elle populaire ?

En y regardant de plus près, on peut constater que le concept même de «culture» fonctionne à plusieurs niveaux et que les clivages sont nombreux.

La culture populaire représenterait une forme de culture dont la principale caractéristique est d'être produite en masse et appréciée par un grand nombre, à l'opposé d'une culture qualifiée d'élitiste ou d'avant-garde qui ne toucherait qu'une partie aisée et instruite de la population. La culture populaire fait l'objet d'un grand nombre d'études, notamment dans le cadre des Cultural Studies et, bien que le sujet soit abondamment étudié et décrit, il n'existe pas de définition qui fasse l'unanimité au sein de la communauté scientifique. La culture populaire se définit souvent indirectement, par opposition à d'autres formes de cultures. On peut également mentionner que la culture populaire, contrairement à une forme de culture jugée plus élitiste, se veut accessible à tous et, même si elle ne se prive pas pour autant de références plus ou moins explicites à de nombreuses autres œuvres (courant dans les émissions et séries télévisées, par exemple), demeure compréhensible et appréciable à plusieurs niveaux, sans exiger nécessairement de connaissances culturelles approfondies au préalable.

Mais la culture populaire est aussi tout ce qui est culturellement produit par des groupes sociaux et qui, par ses codes originaux (langue, musique, forme, rites, ...), interpelle l'establishment.

Si la culture populaire se définit souvent indirectement, par opposition à d'autres formes de cultures jugées plus élitistes, il n'y a qu'un pas à franchir pour mettre en avant le caractère d'opposition de la culture populaire.

La culture populaire, expression d'une lutte, d'un combat, d'une contestation ?



Education

Eduquer. Du latin ex-ducere, guider, conduire hors.

«Ensemble des moyens à l'aide desquels on dirige le développement, la formation d'un être humain. Emploi de ces moyens. Résultats obtenus grâce à eux.» (ROBERT Paul, Dictionnaire alphabétique et analogique de la langue française, Paris, 1981, T.2, p. 387).

«L'éducation est l'action de développer un ensemble de connaissances et de valeurs morales, physiques, intellectuelles, scientifiques... considérées comme essentielles pour atteindre le niveau de culture souhaitée. L'éducation permet de transmettre d'une génération à l'autre la culture nécessaire au développement de la personnalité et à l'intégration sociale de l'individu.»
<http://www.toupie.org/Dictionnaire/Education.htm>

L'éducation devrait être aussi l'ensemble des moyens mis en œuvre pour que les individus puissent exercer une pensée critique sur les fonctionnements de la société.

fICHE 4

la culture.

un terrain d'affrontement

Denis-Constant Martin est directeur de recherche au Centre d'études d'Afrique noire de Sciences Po Bordeaux. Il est membre de la Société française d'ethnomusicologie, de l'Association française de science politique et affilié au Centre for Black Music Research du Columbia College de Chicago.

A partir de travaux de terrain en Afrique orientale et australe ainsi que dans les Caraïbes du Commonwealth, Denis-Constant Martin étudie les rapports entre culture et politique dans une perspective comparatiste ; il s'intéresse notamment aux problèmes de construction et d'expression des identités en politique, ainsi qu'aux relations entre fêtes, musiques populaires et représentations politiques. Dans son article de la revue «Critique internationale» du 7 avril 2000, article intitulé «Cherchez le peuple... Culture, populaire et politique», il décrit la manière dont le fait culturel populaire est étroitement lié avec le sens politique et contraint le politique à l'aménagement dans la dynamique classique «institution – institué – instituant» : l'«institution», interpellée par le fait culturel populaire («instituant»), «institue» ce dernier pour le remettre dans le rang.

«Les phénomènes culturels, pratiques et produits, expriment de manière symbolique des représentations sociales, y compris le système des représentations du politique. Dans leur déroulement, dans le mouvement de construction et de reformulation de sens qui s'y opère, grâce aux connexions, aux échanges et à la création, ils contribuent à la transmission ou à la transformation des représentations. Celles-ci, combinant le cognitif et l'affectif, ne portent pas seulement une interprétation du réel propre à un groupe mais sont aussi tournées vers l'action (Jodelet 1993).

Les valeurs éthiques relevées dans un grand nombre de phénomènes culturels permettent donc de formuler des jugements sur les organisations sociales. Dans la mesure où nulle part la Cité idéale d'égalité et de respect de l'Autre n'a encore été réalisée, ces jugements ne peuvent jamais être entièrement positifs et engendrent l'expression de frustrations, de désenchantements, de contestations générales qui ne sont pas en eux-mêmes orientés politiquement. C'est dire que valeurs et jugements renferment un potentiel d'action qui doit être capté, réalisé pour que les pratiques et oeuvres politiques soient utilisées dans des entreprises visant à conserver ou à modifier les relations de pouvoir existant.

La culture constitue de ce fait un terrain d'affrontement où sont en jeu : les représentations de la société et du pouvoir ; les pratiques et produits culturels. Créer, c'est donner une signification à l'environnement, souvent porter sur lui un jugement moral sans nécessairement proposer un moyen de redresser ses insuffisances.

Influer sur les pratiques culturelles, les infléchir est une manière d'essayer de modifier les représentations collectives du pouvoir, donc aussi du système de pouvoir en place. Façonner politiquement les pratiques culturelles est une tentative pour canaliser les émotions, mobiliser les soutiens en favorisant l'identification à un individu ou une organisation. Les créateurs, simples amateurs ou célébrités reconnues, de quelque peuple qu'ils soient, exposent leur vision de la société en utilisant des codes symboliques ou des mythes largement répandus. Les forces sociales et les organisations politiques rivalisent pour capter ces codes, modifier à leur profit ces représentations, apparaître comme les porteurs les plus déterminés de la dignité du groupe et les réalisateurs les plus crédibles de la justice à laquelle il aspire. Elles s'efforcent donc de façonner pour leur image les pratiques et produits culturels. Ceux-ci sont indubitablement des enjeux des luttes politiques.» (MARTIN, Denis-Constant, Cherchez le peuple ... Culture, populaire et politique, Critique internationale 7, avril 2000, pages 169-183).

L'éducation permanente. populaire ?

Au détour de ce chapitre, il s'agit notamment de souligner cette distinction laissée ouverte entre les termes «éducation permanente» et «éducation populaire».

Certains les amalgament, ne font aucune différence en les employant indifféremment. D'autres les différencient mais de manière peu évidente.

Pour notre part, en utilisant un texte de Michel GOFFIN comme point d'appui, voici une manière partielle et partielle de les distinguer (GOFFIN Michel, *Education permanente en Communauté Wallonie Bruxelles : l'enjeu de l'association des milieux populaires à la participation sociale et citoyenne*).

«Education permanente ou populaire ?

Le débat autour de ces deux notions imprègne, encore aujourd'hui, les positions respectives des acteurs du secteur. Dans le cadre de cet article, il semble indiqué de tenter de cerner, en quelques lignes, les fondements de l'éducation populaire, telle que plusieurs acteurs l'appréhendent.»

Goffin nous informe que «de nombreuses contributions existent à ce propos. Le lecteur peut se référer aux analyses publiées sur les sites «internet» des associations reconnues et aux publications du Ministère de la Communauté française. Egalement, certains ouvrages collectifs peuvent l'aider dans sa recherche ; à titre d'exemple : «L'éducation populaire» ou «Questions autour du nouveau décret», Les cahiers de l'éducation permanente, 2005, n° 25 et 26.».

Envisageons tout d'abord l'éducation permanente

Selon Goffin, «l'éducation permanente [est] une manière de se situer en regard des droits de l'homme. Un état – un pouvoir public – ne peut être considéré comme un « état de droit démocratique » s'il ne garantit pas, dans le même temps, l'existence pour tous et l'accès de chacun à l'ensemble des droits contenus dans la Déclaration. L'accès effectif des citoyens à l'exercice concret de la démocratie doit dès lors s'accompagner d'une attention permanente des pouvoirs publics à la rencontre suffisante de cette double obligation : non seulement, le respect des libertés individuelles et d'association mais aussi, la jouissance des droits économiques, sociaux, culturels et du droit de participation de tous à égalité à la vie sociale et publique.».

La notion d'éducation permanente fait donc notamment référence au droit de tout citoyen d'un état démocratique d'accéder à l'exercice concret de la démocratie, c'est-à-dire au droit de disposer des compétences nécessaires pour exercer son esprit critique dans un souci de mise en question permanente du fonctionnement démocratique.

Goffin met en avant – en référence à Condorcet – le fait que «l'exercice des libertés individuelles demande l'acquisition de savoirs qui évoluent avec l'espace et le temps, l'approfondissement des connaissances, aussi le progrès de la civilisation humaine. L'éducation n'est pas acquise une fois pour toute, elle se fait tout au long de la vie. L'état est concerné par cet enjeu : il a une mission à remplir autour de cette idée de permanence de l'éducation, à la fois comme acteur public, à la fois en soutien aux initiatives citoyennes associatives.».

Il précise par ailleurs que «l'éducation permanente rencontre tous les champs d'action de la société : partir des vécus citoyens dans leur diversité socioculturelle ouvre à toutes les réalités et attentes humaines.

Les acteurs du secteur ne sont ni n'agissent hors de la société. L'évolution des politiques sociales les interroge de facto.».

Qu'en est-il alors de l'éducation populaire ?

Au cours des deux derniers siècles, en parallèle avec les luttes ouvrières, la notion d'éducation populaire a étayé la revendication et l'organisation de tous les niveaux d'enseignement et de formation pour tous les citoyens.

Goffin relève que l'éducation populaire « *vise le changement social et s'appuie sur quatre intentions majeures*» :

◆ *«une fonction critique du système social autour de la question des injustices qu'il génère – donc aussi une fonction revendicatrice collective du droit à l'égalité»*

◆ *«une démarche associative qui reconnaît et valorise l'expertise des populations – donc une méthode inductive et ascendante (partir du vécu des gens pour construire le projet social) et participative (association de tous à toutes les étapes, à égalité entre les intervenants)»*

◆ *«une action d'émancipation par la culture, outil de libération qui influe sur les conditions sociales et le lien social – donc au-delà de la démocratisation culturelle (accès aux oeuvres artistiques et apprentissage des codes culturels, produits par d'autres), il s'agit de démocratie culturelle (action d'affirmations socioculturelles dans un rapport de force, en vue d'une action de régulation démocratique par l'état dans le champ de la culture)»*

◆ *«une priorité accordée aux milieux populaires»¹*

¹ GOFFIN, Michel (12/02/2008). «Le fossé structurel entre les mondes de la pauvreté et les administrations publiques à vocation sociale», SPP Intégration sociale, colloque des médiateurs de terrain en matière de pauvreté et exclusion sociale, Bruxelles.

Mais qui est de «milieu populaire» ?

Toujours selon cet auteur, «le concept d'éducation populaire renvoie à celui de «milieu populaire», qui se confond avec «milieu ouvrier» : au 19^{ème} siècle, la majorité de la population vit la condition du prolétariat industriel. Des conditions économiques similaires sont vécues aussi par des agriculteurs et indépendants ou plutôt, leurs aidantes.» (...) « En 1976, le décret relatif à l'éducation permanente, constitué en deux chapitres, considère différemment les organisations qui mènent une action d'éducation populaire et de promotion socioculturelle des travailleurs, à la condition expresse que 80 % du public concerné soient issus du milieu populaire. A ce moment, la définition de «milieu populaire» devient référence légale en Communauté française Wallonie-Bruxelles. Il s'agit d'adultes (21 ans) sous contrat de travail et dont le diplôme est inférieur ou égal à la fin de l'enseignement secondaire. Sont assimilés les aidants d'indépendants et agriculteurs. Ce «milieu populaire» concerne plus de 80% de la population. Sur fond de crise des années quatre-vingt, avec le retour en force des valeurs du libéralisme, la revendication du «droit de l'individu à exister» et le croisement entre les deux, un glissement se produit de la notion d'un milieu populaire compris comme la majorité de la population vers celle d'un milieu populaire considéré comme les exclus, les pauvres.».

«Plus tard et plus proche de nous, en 1996, «le Conseil supérieur de l'éducation permanente commet un acte de jurisprudence. A partir du constat que 70,40 % de la population en Wallonie et à Bruxelles ne possédaient pas un diplôme supérieur à la fin de l'enseignement secondaire (effet partiel de la majorité à 18 ans), il réaffirme la validité de la référence de départ : travailleurs adultes et niveau d'études. Mais il étend la notion aux chômeurs et bénéficiaires du minimex (revenu d'intégration sociale), quelque soit le niveau de diplôme. De la sorte, il remettait en vigueur l'enjeu de la solidarité au travers d'un lien social existant entre travail et non-travail, entre salariés, bénéficiaires d'un revenu de remplacement ou d'une allocation sociale.

Sa logique visait à ne pas dissocier les publics constitutifs des milieux populaires : l'utilisation du pluriel se fonde, à partir de ce moment, sur la similitude de conditions socioéconomiques et intègre la diversité croissante des cultures, acquises par la famille, l'école ou le travail.».

Débat encore plus actuel, «le chantier du nouveau décret, de 1999 à 2002, fut traversé par cette question de proximité ou de distanciation des milieux populaires versus mondes de la pauvreté, la classe moyenne se définissant par opposition à la minorité sociale fragilisée et par comparaison à la minorité culturelle valorisée.».

A présent que la société s'est enfoncée dans sa dualisation, quel pourcentage de la population rangée auparavant dans la classe moyenne culturellement valorisée a-t-elle rejoint la «minorité sociale fragilisée» au cours de ces dix dernières années ? Nous faisons notamment référence aux «nouveaux intellos précaires» (expression popularisée par Anne et Marine Rambrach), aux intermittents des métiers artistiques et aux diplômés au chômage.

Etre de «milieu populaire» : catégorisation sociale bientôt aussi fluctuante que les marchés boursiers ?

Voilà en ce qui concerne les intentions et fondements historiques de l'éducation permanente et populaire.

Mais, qu'en est-il dans les secteurs de l'éducation et comment leurs valeurs fondamentales s'accommodent-elles de la mouvance du champ social et de la réalité socio-économique ?

Force est de constater que l'exercice de la citoyenneté y est mis à mal par la logique libérale de rentabilité.

Cité par Goffin, Jean De Munck dénonce les politiques de la pauvreté : elles «s'identifient de plus en plus au rôle d'une Croix-Rouge de la dérégulation, c'est-à-dire qu'elles accompagnent le dé-tricotage de l'état social, provoquent une hyper-stigmatisation du pauvre et contribuent à la justification du système libéral

... Les stratégies d'égalité des chances contribuent finalement à ne redonner que la chance de redevenir performant dans le marché libre. A celles-ci s'oppose la logique de l'égalité des résultats, une vraie égalité solidaire basée sur une politique des revenus de manière à agir matériellement pour que le résultat d'une génération soit la chance de la suivante » («Les nouveaux visages de la pauvreté», notes de la conférence donnée à Louvain-la-Neuve le 26 novembre 2005, in Goffin, Michel (2005). «Aux antipodes des pensées univoques, libérons les milieux populaires de l'inclusion sociale, par l'éducation populaire», Antipodes, n°171, p.38-43).

Poursuivant cette analyse, Goffin ajoute que : «dans le cadre de l'activation sociale est apparue une nouvelle expression, « l'usager-client »² : une personne à qui la société reconnaît le droit d'usage d'un service et du bénéfice qu'il procure, mais avec une contribution obligatoire en échange. Nous glissons d'une société de droit vers une société du devoir, alors que c'est la jouissance préalable des droits qui ouvre la possibilité d'assumer les éventuels devoirs.

Nombre d'exemples, vécus par les acteurs de l'éducation permanente, montrent l'effet négatif de cette évolution. Dans le secteur de l'insertion socioprofessionnelle, l'action des opérateurs se trouve limitée par les indicateurs de résultat : contractualisation à court terme, agrément à l'heure/participant effective, employabilité sur base de compétences techniques directement utilisables, retour «forcé» à l'emploi. L'exercice de la citoyenneté est mis à mal par la logique de la rentabilité immédiate. Le changement social et l'émancipation par la culture sont renvoyés à des activités dites d'éducation permanente, considérées comme mineures dans le dispositif légal et lieux de socialisation des inadaptés à la norme. Les acteurs de l'éducation permanente se trouvent partagés entre la continuation de l'idéal de solidarité du départ et l'acceptation d'une instrumentalisation au bénéfice de la logique entrepreneuriale.».

2 Bartholomé, Ch., «L'émergence de l'usager client», Intermag-RTA, octobre 2007, 8 p. 02.3

Le sentiment confortable d'un monde équilibré

«Le développement de la culture de masse a entraîné l'érosion des formes autonomes de culture populaire et la dissolution des liens sociaux au profit d'un monde artificiel d'individus isolés, fondement de la société de consommation. Le capitalisme ne peut donc être réduit à un système d'exploitation économique, il représente un "fait social total". Il ne tient que sur l'intériorisation d'un imaginaire et grâce au développement d'une culture du divertissement permanent. Cette uniformisation des comportements et des aspirations se présente comme l'affranchissement de toutes les contraintes (sociales, spatiales, temporelles, etc.). Survalorisée et triomphante, la culture de masse (séries américaines, nouvelles technologies, football, jeux vidéos, etc.) trouve des défenseurs même chez les intellectuels dits contestataires. Il est donc urgent et nécessaire de mener une critique intransigeante du mode de vie capitaliste et de démontrer comment notre civilisation du loisir participe de la domestication des peuples.» (OFFENSIVE, Divertir pour dominer : La culture de masse contre les peuples, L'Echappée, coll. Pour en finir avec ..., Paris, 2010, 4° de couverture).

Tout est accessible ! Pour tout le monde ! Mais à quel prix ?

Il s'agit de bien distinguer, d'une part, la culture populaire qui est le résultat d'une société d'individus qui créent et partagent et par ailleurs, la culture de masse, l'industrie culturelle, où l'individu autonome n'est plus le point de départ, ni même le souci premier. L'industrie culturelle crée des produits à consommer en masse.

Dans le premier cas, la conscience des individus est le sujet premier ; dans l'autre, elle est totalement niée et remplacée par des ordres de ralliement à un modèle, des slogans publicitaires, des images de normalité. L'industrie culturelle assujettit le consommateur au lieu d'en faire une personne autonome et émancipée. Les marchandises culturelles se règlent non sur leur contenu mais sur leur mode de production et de commercialisation. Leur succès est donné par la mesure du profit : il s'agit de faire fructifier les sommes investies. L'impact sur les consciences ne se mesure jamais.

L'industrie culturelle est «fabrication» d'un consentement : une réclame pour le monde tel qu'il est et doit rester (une norme). L'effet de l'industrie culturelle sur la conscience des consommateurs ne doit pas être minimisé : elle diffuse en masse les valeurs de l'esprit dominant. Elle ne nie pas ses méthodes mais invite à l'indulgence. Ses productions, cinéma, télévision, parades de variétés seraient à prendre pour ce qu'elles sont : des moments de détente inoffensifs et démocratiques puisque tout le monde en re-demande. En réalité, elle participe à l'appauvrissement des informations et à l'indifférence des consciences. L'industrie culturelle prétend fournir aux humains, des repères pour s'orienter dans le monde. Dans ces repères, elle fait référence à des normes, à un ordre : celui du statu quo a priori. Elle ne reflète qu'une idéologie puissante, omniprésente de conformisme. L'industrie culturelle distille le sentiment confortable d'un monde équilibré qu'il ne faut pas déranger ou bien alors, à déranger selon les normes : dans des moments de fête codifiée. Elle installe la domination comme un postulat (favorable aux dominés) et, en cela, empêche la conscience, la formation d'individus autonomes, condition préalable à une société démocratique.

La culture du lisse et du «politiquement correct» aura-t-elle raison de la «*pauvre petite exception culturelle*» qui résiste et interpelle la société dans ce qu'elle a de plus banalisant et clivant ? (CORNIL Jean, Rompre avec l'imaginaire dominant : de la guerre culturelle, in Agir par la culture, trimestriel de Présence et Action Culturelle, n°23, 3° trimestre 2010, Bruxelles).

«L'éditorial de Joseph Macé-Scaron, dans le Magazine Littéraire de juillet 2010, s'intitule la guêpe et l'araignée. Il est consacré au livre de Frédéric Martel, *Mainstream, Enquête sur cette culture qui plaît à tout le monde*.

La culture américaine, la guêpe, immobilise grâce à son venin l'araignée qu'elle retient captive et y pond ses œufs, puis les larves vont se nourrir de la chair, conservée fraîche de l'araignée, les cultures nationales ; «une mort culturelle lente et cruelle mais une conquête en douceur réalisée par la connaissance affûtée des réalités locales et des populations ciblées ».
« *La guerre mondiale des contenus est déclarée. C'est une bataille qui se déroule à travers les médias pour le contrôle de l'information, dans les télévisions, pour la détermination des formats audiovisuels, des séries et des talk shows ; dans la culture, pour la conquête de nouveaux marchés à travers le cinéma, la musique et le livre ; enfin, c'est une bataille internationale des échanges de contenus sur Internet*» (Frédéric Martel, *Mainstream*, p.417).

(...) Dans son essai, Benjamin Barber démontrait remarquablement comment la culture mondialisée Mc World et les particularismes du Djihad se nourrissaient mutuellement. Mc World progresse chaque jour dans les tréfonds des consciences comme dans toutes les offres culturelles. Et les particularismes se radicalisent en fanatismes thématiques. Et la pauvre petite exception culturelle résiste tant bien que mal au sein du mercantilisme généralisé.

A nous, qui refusons que les symboles de l'hégémonie culturelle ne paralysent toute expression et toute sensibilité, d'imaginer les chemins de l'alternative culturelle pour faire reculer la guêpe.» (Cornil, Jean, op cit.).

(Pour approfondir cette réflexion : cf. Benjamin R. Barber, *Djihad versus Mc World, Mondialisation et intégrisme contre la démocratie*, Desclée de Brouwer, 1996).



Instrumentalisation de la culture

Quels peuvent être les enjeux des politiques par rapport à la culture ?

«Pratiques et oeuvres culturelles ne peuvent être comprises en dehors de la situation politique où elles existent : elles sont conditionnées par cette situation et en rendent compte. Elles ne sont pas pour autant porteuses d'orientations politiques intrinsèques mais, aboutissements d'un labeur de création qui recrée le monde et lui donne sens, elles investissent d'éthique l'esthétique.

Elles recèlent donc un considérable potentiel politique, un potentiel pan-politique. Car la fierté, la reconnaissance de la dignité, l'aspiration à la justice sont effectivement au départ, sinon de toute action politique, au moins de tout effort de mobilisation. L'émotion qui rassemble, les signaux de séduction qu'un dirigeant émet sont le plus souvent formulés dans ces termes (Braud 1996) : le groupe cible doit être fier de lui-même, sa dignité doit être reconnue dans les relations de pouvoir, il doit y occuper la position qui lui revient et qui ne saurait être mauvaise, il faut donc que justice lui soit faite. Que le groupe en question soit une classe sociale, une confession, un rassemblement d'originaires, le discours est construit peu ou prou dans les mêmes termes. Pour que le potentiel politique de la culture soit réalisé et devienne le complément efficace de ces discours, c'est-à-dire ajoute à la rationalité des analyses et des objectifs l'émotion qui fait agir, il faut en passer par des procédures spéciales : des opérations de façonnage politique de divers types qui vont des plus

discrètes, permettant à une communauté opprimée de se redonner à elle-même le sentiment de son humanité et de sa dignité sans chercher à le porter sur la place publique, aux instrumentalisation délibérées qui transforment pratiques et oeuvres, voire écrivains, musiciens ou acteurs en oriflammes politiques, en passant par toutes sortes de stades intermédiaires.»
(Jules-Rosette, Martin 1997 : 33-39, cité dans MARTIN, Denis-Constant, op. cit.).

fICHE 8



Un choix ?

Nos choix culturels ne sont pas forcément les nôtres et donc pas tant une question de «choix» : nous sommes fondamentalement influencés par des processus commerciaux et par des dynamiques issues d'idéologies dominantes. Pour gagner notre liberté, nous avons donc à rester attentifs à ce qui nous influence.

Qui n'a jamais eu cette désagréable sensation de paraître hors-jeu parce qu'il ne connaît pas les derniers rebondissements de «Secret Story» ? Parce qu'il n'a pas vu tel ou tel épisode essentiel de l'une ou l'autre série télévisée ? Parce qu'il est incapable de reconnaître telle chanson qui est pourtant première dans tous les classements musicaux ?

Et la conclusion, passant par un raccourci hallucinant, serait que cette méconnaissance serait le témoignage sans conteste d'un « manque de culture », d'une ignorance fondamentale ? De là à passer pour un parfait imbécile, il n'y aurait qu'un pas.

Il est peut-être plus facile aujourd'hui, pour s'intégrer et être reconnu sans être stigmatisé, d'écouter Lady Gaga que d'être amateur de François Béranger.

Que s'agit-il donc de faire ?

« La même chose » ? Et avaliser une dynamique qui, peu à peu, nivelle par le bas, rend lisse et sans aspérité une société qui devrait devenir «idéale» et où il n'y aurait plus de place pour critiquer ? En 1932, *Le Meilleur des mondes* (en anglais, *Brave New World*), un roman d'anticipation écrit par Aldous Huxley, dénonçait déjà cette dérive.

«Autre chose, autrement» ? Qui permettrait à chaque individu d'être et de rester un citoyen bâtisseur d'une démocratie en perpétuel changement à son service ?

Illustrations et citations à méditer (ou pas)

«On m'a dit : «Fais des chansons comme ci ! (...) Fais des chansons comme ça ! Mais que surtout ça ne parle jamais de choses vraies, tellement vulgaires ! Comprenez-vous, entre nous cher ami, la réalité, faut un peu l'arranger. La réalité, vous savez comme c'est bien souvent dégueulasse. Donc, dans une chanson, pour faire des ronds, il faut créer des images illusions pour faire avaler à nous, pauvres couillons, notre ennui quotidien!».

(Suivent une série de dénonciations concernant la culture de masse, la publicité, la télévision, l'école, l'éducation, la musique, ...).

BERANGER, François, Manifeste, in Rachel, L'Escargot, ESC 323, CBS, 1973.

«L'art ne vient pas dans les lits qu'on a faits pour lui ; il se sauve aussitôt qu'on prononce son nom : ce qu'il aime c'est l'incognito. Ses meilleurs moments sont quand il oublie comment il s'appelle.».

Jean Dubuffet

«Aucune oeuvre d'art ne doit être ni décrite ni expliquée sous les catégories de la communication.».

Theodor Adorno

«L'oeuvre d'art ne sert à rien, même quand elle exerce un rôle. Elle correspond à cette part de l'expérience humaine, si peu étudiée qui s'apparente à la flânerie, au rêve, à la rêverie, au jeu : dans nos sociétés industrielles, si liées soient ces dernières à la rentabilité, elle apparaît bien comme l'instigatrice d'une incomparable "valeur", celle qu'on attribue au prix des choses sans prix.».

Jean Duvignaud, Sociologie de l'art, PUF, 1976. p. 18.

«La situation s'éclaircit et notre capacité démocratique se brouille. Quelles cultures de la démocratie pour exister autrement au monde ? Moins destructeur et plus égalitaire ? Quelles seront demain matin, les nouvelles formes culturelles de notre souveraineté ? Avec l'insurrection, les dictatures changent de mains. Nous n'avons pas besoin d'un changement de régime ; mais «simplement» d'appliquer nos valeurs démocratiques ; c'est-à-dire d'agir en cohérence et faire ce à quoi on prétend ! Soumettre l'ordre économique à nos valeurs humanistes et démocratiques. Mettre en œuvre dans les faits un régime de libertés et de droits dont les fondements sont aujourd'hui assez bien identifiés. Et comment faire pour soumettre l'ordre économique à la démocratie ? Et comment y travailler ensemble, malgré l'égaré organisé de ce monde ? Telles sont les questions culturelles que nous devons explorer, avant de pouvoir les ordonner dans un programme politique.».

DE BODT, Roland, Marché ou démocratie ? Faudra-t-il choisir ?, La lettre de Culture et Démocratie, n°56, 23/09/2011.

«Le culte de la « culture populaire» n'est, bien souvent, qu'une inversion verbale et sans effet, donc faussement révolutionnaire, du racisme de classe qui réduit les pratiques populaires à la barbarie ou à la vulgarité : comme certaines célébrations de la féminité ne font que renforcer la domination masculine, cette manière en définitive très confortable de respecter le « peuple », qui, sous l'apparence de l'exalter, contribue à l'enfermer ou à l'enfoncer dans ce qu'il est en convertissant la privation en choix ou en accomplissement électif, procure tous les profits d'une ostentation de générosité subversive et paradoxale, tout en laissant les choses en l'état, les uns avec leur culture ou leur (langue) réellement cultivée et capable d'absorber sa propre subversion distinguée, les autres avec leur culture ou leur langue dépourvues de toute valeur sociale ou sujettes à de brutales dévaluations que l'on réhabilite fictivement par un simple faux en écriture théorique.»

BOURDIEUX, Pierre, Méditations pascaliennes, Seuil, 1997, pp.91-92.

Bibliographie



Autin, Fr., La théorie de l'identité sociale de Tajfel et Turner, Laboratoire Savoirs, Cognition et Pratiques Sociales, Université de Poitiers – MSHS,
<http://www.prejugesstereotypes.net/espaceDocumentaire/autinIdentiteSociale.pdf>

Barber, B. R., Jihad versus Mc World, Mondialisation et intégrisme contre la démocratie, Desclée de Brouwer, 1996
BOURDIEUX, P., Méditations pascaliennes, Seuil, 1997
CAUNE, J., La médiation culturelle : une construction du lien social, Article inédit.
Mis en ligne le 22 novembre 1999,
http://w3.u-grenoble3.fr/les_enjeux/2000/Caune/index.php

Cornil, J., Rompre avec l'imaginaire dominant : de la guerre culturelle, in Agir par la culture, trimestriel de Présence et Action Culturelle, n°23, 3° trimestre 2010, Bruxelles

Dambrun, M., La Théorie de la Dominance Sociale de Sidanius et Pratto, Laboratoire de Psychologie Sociale et Cognitive (L.A.P.S.C.O.), Université Blaise Pascal – Clermont Ferrand,
<http://www.prejuges-stereotypes.net/espaceDocumentaire/dambrunTDS.pdf>

De bodt, R., Marché ou démocratie ? Faudra-t-il choisir ?, La lettre de Culture et Démocratie, n°56, 23/09/2011

Duvignaud, J., Sociologie de l'art, PUF, 1976

Genard, J.-L., Démocratisation de la culture et/ou démocratie culturelle? Comment repenser aujourd'hui une politique de démocratisation de la culture?, Actes du colloque « 50 ans d'action publique en matière de culture au Québec, 4 et 5 avril 2011, HEC, Montréal
http://www.gestiondesarts.com/fileadmin/media/PFD_seminaires/Genard.pdf

Goffin, M., «Le fossé structurel entre les mondes de la pauvreté et les administrations publiques à vocation sociale», SPP Intégration sociale, colloque des médiateurs de terrain en matière de pauvreté et exclusion sociale, Bruxelles, 12.02.2008

Guimond, S., «La fonction sociale des préjugés ethniques», Cahiers de l'Urmis , N°10-11 | décembre 2006,
<http://urmis.revues.org/index207.html>

Hebdige, D., Sous - culture. Le sens du style, éd. La découverte. Zones. Paris, 2008, traduit de l'anglais par Marc Saint Upéry

Lepage, Fr., De l'éducation populaire à la domestication par la culture. Histoire d'une utopie émancipatrice, in Le Monde diplomatique, mai 2009

Lize, W., Roueff, O., La fabrique des goûts, Le Seuil, Actes de la recherche en sciences sociales, 2010/1 - n° 181-182 (pages 4 à 11), DOI : 10.3917/arss.181.0004

Martel, Fr., Mainstream, Enquête sur cette culture qui plaît à tout le monde, Flammarion, 2010

Martin, D.-C, Cherchez le peuple ... Culture, populaire et politique, in Critique internationale n°7, 2000/2, Paris

Offensive, Divertir pour dominer : La culture de masse contre les peuples, L'Echappée, coll. Pour en finir avec ..., Paris, 2010

Robert, P., Dictionnaire alphabétique et analogique de la langue française, Paris, 1981, T.2

Robert, M.-A., Ethos. Introduction à l'anthropologie sociale, Coll. «Humanisme d'aujourd'hui», Ed. Vie ouvrière, Bruxelles, 1968

ANNEXE



Albalianza

Albalianza est un collectif porté par un trio d'acteurs culturels (un DJ, un ingénieur du son et un photographe, régisseur dans le cinéma)*. Ce collectif rassemble de manière souple une vingtaine de jeunes d'origines socio-culturelles diverses ayant comme point commun leurs goûts musicaux éclectiques et leur désir de les partager lors de soirées ou d'après-midi qui rassemblent des publics tout aussi variés.

Albalianza est un opérateur culturel « alternatif » qui se développe depuis 2009 à Liège dans le terreau d'un quartier de la banlieue liégeoise, Saint Léonard. Il propose des musiques Reggae, Jazz, Soul, Rap, Funk, Break-Beat (musiques dites «noires»),...

Par ailleurs, depuis 2010, cet opérateur émergent met sur pied un spectacle, «Speakeasy», qui allie rap et jazz, réunissant dans les salles des publics qui, d'habitude, ne se fréquentent pas. Et cela, sans intention ou stratégie.

«Les 'speakeasys' étaient ces bars clandestins où se retrouvaient les soiffards et les noceurs, toutes origines sociales confondues, pendant les années de prohibition aux Etats-Unis. C'est dans cet univers sombre et interlope, élégant mais irrévérencieux, que se déroule une rencontre hautement illicite : celle du jazz le plus pur et du rap le plus moderne. Le jazz-band, constitué par d'anciens membres du groupe 'Zerka' et conduit par le saxophoniste Clément Dechambre, a dans un premier temps réadapté plusieurs instrumentaux présentés par les rappeurs.

C'est à présent une véritable troupe de 17 artistes, dépassant les formations originales.» (Albalianza)

Albalianza peut être regardé avec des lunettes psychosociales ou socio-culturelles.

* Gaëtan LINO, Hugo VANDENDRIESSCHE, Mustapha MEZMIZI,

www.facebook.com/Albalianza

www.albalianza.be

Ainsi le fonctionnement du trio, l'évolution des rapports entre eux et les membres du collectif, la manière dont les rôles et les fonctions s'élaborent, la manière dont ce collectif trace son contour et ouvre ses portes... illustre un mode particulier d'action propre à l'univers des «mouvements» qui ont deux caractéristiques principales : ne pas être institutionnalisés, reconnus, ni subsidiés, et bâtir sans nécessairement en faire un objectif prioritaire un univers de mixité sociale et culturelle : ils décloisonnent ce que les milieux culturels institutionnalisés rangent dans des cases différentes et sans communication entre-elles.

Les musiques qu'ils valorisent, écoutent et diffusent, sont des musiques qui ont des racines «noires» créées sur deux continents étrangers : l'Afrique et l'Amérique. Elles sont chargées d'une histoire sociale et politique connue des membres porteurs d'Albalianza qui ne se sont pas seulement intéressés à en découvrir les sonorités et les rythmes, mais sont aussi soucieux d'en connaître l'histoire ainsi que les implications ou fondements culturels et politiques. Ce collectif éclectique est donc mixte, multi-social, multi-culturel, multi-économique, multi-disciplinaire et véhicule le «métissage» de tout ordre comme une bannière identitaire, voire une valeur fondatrice.

Cette démarche culturelle ouvre plusieurs questions

Est-ce la mixité et le métissage du groupe porteur d'un projet socio-culturel qui permet de concevoir des événements et des spectacles qui attirent des publics mixtes et métissés ?

Quelle est la place laissée à la mixité sociale et culturelle dans le monde ? Est-elle aussi réduite que celles des banlieues d'une ville ? A-t-elle là sa place «naturelle» et pourquoi ? Quel est le sort réservé à la culture des immigrés dans notre société ? En somme, quelle est la place accordée aux sonorités et rythmes des musiques et voix des personnes en marge de la culture dominante ?

Ainsi, dans les dispositifs sociaux, socio-culturels, éducatifs et psycho-médicaux-sociaux, quelle place donne-t-on à la valeur narrative du rap, à son potentiel de construction d'une parole sociale et d'une construction identitaire ? Quel intérêt manifeste-t-on à sa contribution à l'invention démocratique ? Quelles injustices et souffrances y sont révélées ? Quelles conditions faudrait-il mettre en œuvre pour permettre la reconnaissance sociale plutôt que le mépris ou ce qui revient au même : la négligence et l'indifférence ?

Intentions de ce livret

- ◆ Éclairer les notions de culture, éducation, éducation permanente, éducation populaire, culture populaire, culture de masse
- ◆ Éclairer les articulations entre ces notions
- ◆ Outiller la réflexion sur la dimension politique de la culture et de son mode de (re)production
- ◆ Soutenir la diversité et l'invention culturelles afin de contrer la normalisation culturelle en cours

Publics visés

- ◆ Les travailleurs sociaux, socioculturels, d'éducation permanente
- ◆ Les enseignants
- ◆ Les acteurs «internes» (animateur, formateur, coordinateur, directeur) des structures des secteurs des Maisons de jeunes, des Centres Culturels, de la Lecture Publique, des Ateliers Créatifs, des Ateliers d'Art, des Musées, ...
- ◆ Les acteurs «nomades» qui travaillent avec ces structures : «intervenants artistiques», «artistes intervenants», «artistes - animateurs»...
- ◆ Les artistes, les techniciens des secteurs artistiques, les organisateurs et programmateurs culturels...
- ◆ Toute personne intéressée par ce sujet

«Il apparaît dans ce livret que la culture populaire est détournée de son objet (expression sociale critique) par toute une série de méta-dynamiques tenant de la globalisation et de l’ultralibéralisme économique dominant.

La culture du «lisse» et du «politiquement correct» aura-t-elle raison de la «pauvre petite exception culturelle» (Cornil) qui résiste et interpelle la société dans ce qu’elle a de plus banalisant et clivant ?

Cette publication pédagogique propose une série de textes essentiels en écho des interviews des porteurs du collectif Albalianza (cf. annexe). Ces éléments théoriques permettent notamment de découvrir que nos choix culturels ne sont pas forcément les nôtres et donc, pas tant une question de choix que de norme marchande.

Pour rester un outil médiateur entre le sociétal et le groupal, la culture doit mettre en évidence les exceptions qui ouvrent d’autres pistes que celles édictées par des lois de marché.»

Ce livret est un outil d’éducation permanente réalisé avec le soutien du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles.